



## MARCHE DE SERVICES

### Cahier des Clauses Administratives Particulières

#### Pouvoir adjudicateur

---

Centre Hospitalier Le Vinatier  
95 Boulevard Pinel  
BP 30039  
69678 BRON

#### Représentant du pouvoir adjudicateur

---

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Le Vinatier : Pascal Mariotti

#### Objet de la consultation

---

**Prestations d'assurances pour le Centre Hospitalier Le Vinatier**

#### Comptable public assignataire des paiements

---

Trésorerie hospitalière de la Métropole de Lyon  
3, quai des Célestins  
69002 LYON

# SOMMAIRE

<b>1. Objet du marché .....</b>	<b>4</b>
<b>2. Modalités de la consultation .....</b>	<b>4</b>
2.1 Procédure de passation .....	4
2.2 Allotissement .....	4
2.3 Forme du marché public .....	4
<b>3. Durée du marché .....</b>	<b>4</b>
<b>4. Documents contractuels .....</b>	<b>4</b>
<b>5. Obligations des cocontractants .....</b>	<b>5</b>
5.1 Représentation .....	5
5.2 Information sur la situation juridique et fiscale .....	5
5.3 Confidentialité – Protection des données personnelles .....	5
<b>6. Modifications en cours d'exécution .....</b>	<b>8</b>
<b>7. Dispositions relatives à la sous-traitance .....</b>	<b>8</b>
<b>8. Détermination des prix .....</b>	<b>9</b>
8.1. Lot 1 - Assurance multirisques patrimoine immobilier et contenu .....	9
8.1.1. Prime du nouvel exercice .....	9
8.1.2. Indexation .....	9
8.2. Lot 2 - Assurance responsabilité civile .....	9
8.2.1. Calcul des primes .....	9
8.3. Lot 3 - Assurance flotte automobile .....	10
8.3.1. Calcul des primes .....	10
8.3.2. Indexation .....	10
8.4. Paiement des primes .....	10
8.5 Clause de sauvegarde .....	10
8.6 Monnaie .....	10
<b>9. Facturation et délais de paiement .....</b>	<b>11</b>
9.1. Transmission des demandes de paiement .....	11
9.2. Délais de paiement et intérêts moratoires .....	11
<b>10. Cession ou nantissement de créances .....</b>	<b>11</b>
<b>11. Exécution aux frais et risques du titulaire .....</b>	<b>11</b>
<b>12. Résiliation du marché .....</b>	<b>12</b>
12.1. Cas de résiliation .....	12
12.2. Ristourne de prime, indemnité de résiliation .....	12
<b>13. Droit et langue .....</b>	<b>12</b>
<b>14. Règlement des différends .....</b>	<b>12</b>
14.1. Règlement amiable des différends .....	12
14.2. Règlement contentieux des différends .....	13

15.	Redressement ou liquidation judiciaire .....	13
16.	Dérogations au Code des assurances .....	13

## 1. **Objet du marché**

Le présent marché concerne des prestations d'assurances pour le Centre Hospitalier Le Vinatier (CHLV).

Lieu d'exécution des prestations :

- Centre Hospitalier Le Vinatier, 95 boulevard Pinel (site principal) BP 30039 69678 Bron,
- sites extra-muros<sup>1</sup>.

## 2. **Modalités de la consultation**

### 2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles L 2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique selon une procédure d'appel d'offres.

### 2.2 Allotissement

La consultation est composée de trois lots, tels qu'indiqués ci-dessous.

Lot 1 : Assurance multirisques patrimoine immobilier et contenu

Lot 2 : Assurance responsabilité civile

Lot 3 : Assurance flotte automobile

Chaque lot donnera lieu à un marché.

### 2.3 Forme du marché public

Les prestations font l'objet de marchés ordinaires.

## 3. **Durée du marché**

Les marchés sont conclus pour une durée de **4 ans** à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2026** avec possibilité de résiliation annuelle du contrat pour les deux parties sous préavis de **4 mois** avant l'échéance du **1<sup>er</sup> janvier**. Sauf cas de résiliation, le marché parviendra donc à échéance le 31 décembre 2029.

## 4. **Documents contractuels**

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du CHLV font seuls foi, par ordre de priorité décroissante :

### Pièces particulières

1. L'acte d'engagement du lot concerné,
2. Le cahier des clauses administratives particulières valable pour tous les lots,
3. Le cahier des clauses techniques particulières propre à chaque lot,

---

<sup>1</sup> Un site extra-muros est un bâtiment situé dans la métropole lyonnaise en dehors du site principal.

4. Les observations, amendements, réserves ou commentaires aux stipulations du cahier des clauses techniques particulières éventuellement formulés par le candidat,
5. Les conditions générales et éventuelles conventions spéciales de l'assureur,
6. L'annexe financière du lot concerné.

Il est expressément convenu qu'en cas de clauses différentes ou divergentes entre les conditions générales et les cahiers des charges, ce sont les clauses les plus favorables au Centre Hospitalier Le Vinatier qui prévalent.

#### **Pièces générales**

1. Le Code des assurances,
2. Le Code de la commande publique.

### **5. Obligations des cocontractants**

#### **5.1. Représentation**

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché et indique par mail cette désignation au titulaire.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à l'engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Le suivi contractuel du marché est assuré par la cellule des marchés du Centre Hospitalier Le Vinatier ([Cellule\\_Marches@ch-le-vinatier.fr](mailto:Cellule_Marches@ch-le-vinatier.fr)).

Dès la notification du marché, le représentant du titulaire désigne la ou les personnes physiques habilitées à l'engager et la ou les personnes chargées d'assurer le pilotage de la mission objet du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une absence, empêchement ou tout autre motif nécessitant le remplacement temporaire ou permanent d'une personne initialement dédiée à l'exécution des prestations, le titulaire doit communiquer au CHLV toute information utile permettant d'apprécier l'équivalence de compétence du remplaçant pressenti afin d'obtenir l'accord préalable de la personne publique sur ledit changement.

En cas de refus, le titulaire a la possibilité de proposer un autre remplaçant sous réserve des dispositions susmentionnées.

A défaut de proposition d'un remplaçant de qualité jugée équivalente à celle de la personne initialement désignée, le CHLV se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire.

#### **5.2. Information sur la situation juridique et fiscale**

Le candidat retenu s'engage à fournir à l'acheteur, tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'au terme du marché, les documents prévus à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 et à l'article R. 1263-12 du Code du travail.

L'acheteur pourra résilier le marché aux torts de l'assureur si ce dernier refuse de produire ces pièces, après mise en demeure d'un délai minimum d'un mois.

Par ailleurs, si l'acheteur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du candidat retenu au regard des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, il lui enjoindra conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail d'apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut de correction des irrégularités dans un délai de deux mois, le contrat pourra être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

#### **5.3. Confidentialité – Protection des données personnelles**

##### **5.3.1 Confidentialité**

Tous les documents transmis dans le cadre de la consultation ou de l'exécution du présent marché doivent rester confidentiels. Le titulaire s'engage à détruire l'ensemble de ces documents à l'échéance de la durée utile d'archivage.

Par ailleurs, le titulaire et le CHLV qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

### 5.3.2 Clauses relatives au respect du RGPD

#### **Convention de dénomination :**

- « **RGPD** » : règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- « **candidat(s) au marché public** » : personne(s) physique(s) répondant au présent marché public que celle(s)-ci agissent au nom et pour le compte d'une personne morale ou pour leur propre compte ;
- « **données personnelles** » : données à caractère personnel au sens de l'article 4 du RGPD, soit « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « **personne concernée** ») ; est réputée être une « **personne physique identifiable** » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale » ;
- « **traitement** » : conformément à l'article 4 du RGPD, « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » ;
- « **responsable du traitement** » : conformément à l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre » ;
- « **sous-traitant au sens du RGPD** » : conformément à l'article 4 du RGPD, la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement.

#### **Traitement de données personnelles par le pouvoir adjudicateur**

En application de l'article 13 du RGPD, tout candidat au marché public est informé de ce que les données personnelles qu'il fournit (notamment nom, prénom, adresse mail) sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement dans le cadre des procédures de passation, attribution, exécution et archivage du présent marché selon les caractéristiques suivantes :

- **Identité et coordonnées du responsable de traitement** : Centre Hospitalier Le Vinatier, 95 boulevard Pinel  
- BP 30039 - 69678 Bron cedex ;
- **Coordonnées de la déléguée à la protection des données** : dpo@ch-le-vinatier.fr ;
- **Finalités du traitement** : gestion des phases de passation, attribution, exécution et archivage du marché ;
- **Base juridique du traitement** : selon les finalités, article 6.1 c) et f) du RGPD – pour l'article 6.1 f), le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le CHLV (disposer des informations nécessaires en cas de réclamation ou de contentieux) ;

- **Destinataires ou catégories de destinataires** : agents habilités de la Direction Achat et Ingénierie
- **Durée de conservation** : durée d'utilité administrative
- **Exercice de droits** : conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données personnelles sont traitées disposent notamment de droits d'accès, de rectification et d'opposition qui peuvent être exercés :

- **Auprès du Responsable de traitement, en contactant :**

Centre Hospitalier Le Vinatier  
 Pôle Achat et Ingénierie  
 Bât 309  
 95 boulevard Pinel  
 69678 Bron cedex  
 Mail : [cellule\\_marches@ch-le-vinatier.fr](mailto:cellule_marches@ch-le-vinatier.fr)

- **Auprès de la Déléguée à la protection des données du Responsable de traitement, en contactant :**

Centre Hospitalier Le Vinatier  
 Déléguée à la protection des données (DPO)  
 95 boulevard Pinel  
 69678 Bron cedex  
 Mail : [dpo@ch-le-vinatier.fr](mailto:dpo@ch-le-vinatier.fr)

Si besoin, les personnes concernées disposent également d'un droit de réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés : **CNIL** - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

### **Traitement de données personnelles pour le pouvoir adjudicateur**

#### ➤ **Prérequis en matière de sous-traitance au sens du RGPD**

L'exécution du présent marché public impose que son titulaire puisse ponctuellement accéder à des données personnelles traitées par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire interviendra alors en qualité de **sous-traitant au sens du RGPD**.

Or, conformément aux dispositions de l'article 28.1 du RGPD « lorsqu'un traitement doit être effectué pour le compte d'un responsable du traitement, celui-ci fait uniquement appel à des sous-traitants qui présentent **des garanties suffisantes** quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ».

Par suite, tout candidat au marché doit soumettre au pouvoir adjudicateur les éléments d'information et la documentation de son choix aux fins de justifier desdites garanties.

Exemples :

1. indication de la désignation d'un délégué à la protection des données,
2. transmission de la politique de sécurité des systèmes d'information du candidat,
3. indication de ce que le personnel du candidat est lié par une clause de confidentialité,
4. certification norme ISO 27001,
5. indication de l'adoption par le candidat d'un code de conduite ou d'un mécanisme de certification visés par l'article 24 §3 du RGPD et transmission d'éléments de documentation.

#### ➤ **Sur les modalités de la sous-traitance au sens du RGPD**

Selon les dispositions de l'article 28.3 du RGPD, « **Le traitement par un sous-traitant est régi par un contrat** ou un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, qui lie le sous-traitant à l'égard du responsable du traitement, définit l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, et les obligations et les droits du responsable du traitement. **Ce contrat ou cet autre acte juridique prévoit, notamment, que le sous-traitant :**

- a) ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement**, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le sous-traitant est soumis ; dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- b) veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;**
- c) prend toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 ;**
- d) respecte les conditions visées aux paragraphes 2 et 4 pour recruter un autre sous-traitant ;**
- e) tient compte de la nature du traitement, aide le responsable du traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III ;**
- f) aide le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du sous-traitant ;**
- g) selon le choix du responsable du traitement, supprime toutes les données à caractère personnel ou les renvoie au responsable du traitement au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel ; et
- h) met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

En ce qui concerne le point h) du premier alinéa, le sous-traitant informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction constitue une violation du présent règlement ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données ».

Conformément aux dispositions précitées, le titulaire du marché s'engage à conclure, ultérieurement à la notification du présent marché, un contrat de sous-traitance au sens du RGPD.

## **6. Modifications en cours d'exécution**

Le marché peut être modifié dans les conditions prévues aux articles R. 2194-2 à R. 2194-9 du Code de la commande publique. Un avenant est alors conclu pour acter ces modifications, hormis le cas d'une révision de prix prévue par l'article « détermination des prix » du présent CCAP.

## **7. Dispositions relatives à la sous-traitance**

La sous-traitance totale du marché est interdite. Cependant, le titulaire est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties de celui-ci, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.



Les modalités relatives à la sous-traitance (présentation, acceptation, paiement direct) sont définies aux articles R.2193-3 à 4 du Code de la commande publique.

## **8. Détermination des prix**

### **8.1. Lot 1 - Assurance multirisques patrimoine immobilier et contenu**

Les modalités de calcul des primes sont décrites ci-après.

La prime annuelle est obtenue par l'application du taux à la surface totale, quelles que soient la nature et la destination des bâtiments (y compris des bâtiments nouvellement incorporés à l'assurance).

#### **8.1.1. Prime du nouvel exercice**

Chaque année, l'assuré s'engage à déclarer, dans les trois mois après l'échéance du contrat, la situation et la surface des bâtiments incorporés ou retirés de l'assurance (propriétaire, locataire ou occupant). La prime de l'échéance (prime terme) est celle de l'exercice antérieur majorée de l'indexation prévue ci-après. A la production des incorporations et retraits, la régularisation de la prime est opérée. L'assureur, le courtier ou l'agent devra pouvoir remettre chaque année le détail des primes par bâtiment selon les comptes budgétaires indiqués par les services de l'assuré.

#### **8.1.2. Indexation**

Les montants du marché sont invariables pendant toute la première année d'exécution. Ensuite, l'ensemble des montants de garantie et taux de prime sont révisés chaque année selon la formule suivante :

$$A_n = A_0 \times I_n / I_0$$

- $A_0$  = montants de garantie / taux de prime HT initiaux

- $A_n$  = montants de garantie / taux de prime HT à l'échéance de l'année n

- $I_0$  = indice du mois de remise des offres

- $I_n$  = dernier indice connu au moment de la révision

L'index applicable est l'indice FFB du coût de la construction disponible sur le site suivant : <https://www.outils.ffbatiment.fr/> ou l'indice « risques industriels » (R.I.) publié au Moniteur ; le titulaire indiquera l'indice retenu.

Le coefficient de révision est arrondi à trois décimales au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

La nouvelle proposition tarifaire doit être envoyée par le titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire du début du marché par courrier électronique à : [Cellule\\_Marches@ch-le-vinatier.fr](mailto:Cellule_Marches@ch-le-vinatier.fr). A défaut de transmission, le marché s'exécute dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour la révision sans que le titulaire puisse formuler aucune réclamation. La révision doit être validée par courrier (transmis par email) du pouvoir adjudicateur avant d'être effective.

La limitation contractuelle générale et les franchises ne sont pas indexées.

### **8.2. Lot 2 - Assurance responsabilité civile**

Les modalités de calcul des primes sont définies ci-après.

#### **8.2.1. Calcul des primes**

L'assuré doit, à la souscription et à chaque échéance, verser la prime fixée à l'annexe financière, qui constitue la prime provisionnelle pour la durée du contrat. Si la prime définitive pour chaque période d'assurance est supérieure

à la prime provisionnelle perçue pour la même période, une prime complémentaire égale à la différence est due par l'assuré. Si la prime définitive est inférieure à la prime provisionnelle, la différence est due et restituée à l'assuré.

### 8.3. Lot 3 - Assurance flotte automobile

#### 8.3.1. Calcul des primes

Les modalités de calcul des primes sont celles énoncées au présent article.

Pour la garantie « flotte automobile », la prime annuelle sera émise selon le principe d'une prime provisionnelle à l'échéance annuelle et d'une prime de régularisation en fonction du parc de véhicules assurés. La prime provisionnelle appelée à l'échéance annuelle du contrat sera établie sur la base totale de l'exercice précédent, y compris la régularisation du parc corrigée du jeu de l'indice applicable au contrat. La prime de régularisation sera établie à partir de l'évolution du parc de véhicules assurés. Les primes unitaires par type de véhicule et de garantie sont indiquées aux conditions particulières. L'assureur s'engage à fournir, chaque année, une quittance détaillée à chacun des services désignés par l'assuré pour les véhicules qui lui sont affectés sur la base des primes par type de véhicule et de garantie.

#### 8.3.2. Indexation

Les montants du marché sont invariables pendant toute la première année d'exécution. Ensuite, les primes sont révisées chaque année par référence à l'indice retenu selon la formule suivante :

$$A_n = A_0 \times I_n / I_0$$

- $A_0$  = primes HT initiales

- $A_n$  = primes HT à l'échéance de l'année n

- $I_0$  = indice du mois de remise des offres

- $I_n$  = dernier indice connu au moment de la révision

Le titulaire indiquera l'indice retenu pour la révision. Il faudra que celui-ci soit clairement défini et facilement disponible.

Le coefficient de révision est arrondi à trois décimales au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

La nouvelle proposition tarifaire doit être envoyée par le titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire du début du marché par courrier électronique à : [Cellule\\_Marches@ch-le-vinatier.fr](mailto:Cellule_Marches@ch-le-vinatier.fr). A défaut de transmission, le marché s'exécute dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour la révision sans que le titulaire puisse formuler aucune réclamation. La révision doit être validée par courrier (transmis par email) du pouvoir adjudicateur avant d'être effective.

### 8.4. Paiement des primes

La prime, ou dans le cas de fractionnement de celle-ci, les fractions de prime, les accessoires de prime dont le montant est stipulé au contrat, ainsi que les impôts et taxes, sont payables d'avance.

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements et normes en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités nécessaires (y compris vote des dépenses).

### 8.5 Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'application des conditions supra conduit à une variation de prix supérieure à 3 % d'une année sur l'autre, l'administration se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché.

### 8.6 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

## **9. Facturation et délais de paiement**

### **9.1. Transmission des demandes de paiement**

Les factures porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET du Centre Hospitalier Le Vinatier en tant que destinataire de la facture : 266 900 083 00012,
- Le numéro du marché.

La transmission des factures au Centre Hospitalier Le Vinatier se fait de manière dématérialisée sur le portail national CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>) et ce, même pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

Le code service à sélectionner pour déposer la facture est : CHV\_AVEC\_CMD

### **9.2. Délais de paiement et intérêts moratoires**

Conformément à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le Centre Hospitalier Le Vinatier doit effectuer le paiement dans un délai maximal de 50 jours. Cependant, dans la pratique, les paiements sont régulièrement effectués dans un délai plus court.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le CHLV.

En cas de retard de paiement par le CHLV, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires légaux, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le comptable payeur est la Trésorerie Hospitalière de la Métropole de Lyon - 3 Quai des Célestins - 69002 LYON.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'attention du titulaire du marché est appelée sur les retards de paiement qui pourraient être générés par son fait, notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- modification /ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- retard dans le retour des documents transmis pour signature,

et plus généralement pour tout motif de retard imputable au titulaire (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence...).

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendent de plein droit le délai de paiement.

## **10. Cession ou nantissement de créances**

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué sur l'acte d'engagement.

## **11. Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le titulaire est tenu au respect des obligations contractuelles du présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations, il doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur par mail, confirmé par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, ou en cas de non-réactivité du titulaire, le CHLV peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## **12. Résiliation du marché**

### **12.1. Cas de résiliation**

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les délais et selon les modalités prévus au présent CCAP, dans les cas et conditions ci-après :

o par l'une ou l'autre des parties en cas de transfert de propriété de la chose assurée (article L. 121-10 du Code des assurances) et notamment en cas de fusion concernant l'assuré,

- par le titulaire :

- o en cas de non-paiement des primes (article L. 113-3 du Code des assurances),

- o en cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code des assurances),

- o en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113-9 du Code des assurances),

- o après sinistre, l'assuré ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de l'assureur (article R. 113-10 du Code des assurances),

Il est convenu que le titulaire ne pourra utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances que dans les conditions suivantes :

- pour autant que le montant des sinistres réglés et raisonnablement provisionnés sur l'exercice en cours soit égal ou supérieur au montant de la prime TTC annuelle de l'exercice en cours,

- la résiliation prend effet à l'expiration du délai de préavis prévu au présent CCAP à compter de sa notification au souscripteur.

- par le pouvoir adjudicateur :

- o en cas de disparition des circonstances aggravantes mentionnées dans la police si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L. 113-4 du Code des assurances),

- o en cas de résiliation par l'assureur d'un autre contrat de l'assuré après sinistre (article R. 113-10 du Code des assurances),

- de plein droit, en cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L. 326-12 du Code des assurances).

### **12.2. Ristourne de prime, indemnité de résiliation**

Dans les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur. Elle doit être remboursée à l'assuré si elle a été perçue d'avance.

## **13. Droit et langue**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **14. Règlement des différends**

### **14.1. Règlement amiable des différends**

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché peut être soumis par le titulaire au CHLV. La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

A défaut de résolution du litige ou différend par cet interlocuteur, le titulaire peut saisir le médiateur des entreprises de la région Auvergne-Rhône-Alpes (liste consultable au lien suivant : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/Le-mediateur-des-entreprises>).

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

#### **14.2. Règlement contentieux des différends**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Si l'affaire doit être portée devant les tribunaux, seul le Tribunal Administratif de LYON est compétent (Tribunal Administratif de LYON - 184, rue Duguesclin - 69003 LYON – France / Tél. : 04 87 63 50 00).

#### **15. Redressement ou liquidation judiciaire**

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au redressement ou à la liquidation, ainsi qu'une copie de tous les actes afférents aux autorisations de poursuite d'activité du titulaire conformément à l'article L. 622-13 du Code de commerce (sauvegarde ou redressement judiciaire) ou à l'article L. 641-11-1 du même Code (liquidation judiciaire).

Si le liquidateur judiciaire ne reprend pas les obligations du titulaire, le marché est résilié.

#### **16. Dérogations au Code des assurances**

L'assureur renoncera, pour tous les lots, aux sanctions rappelées ci-dessous :

- Renonciation à l'application de la règle proportionnelle de capitaux.
- Renonciation à la déchéance.
- Renonciation à la résiliation après sinistre.